

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

BOFIP-GCP-19-0024 du 01/08/2019

NOR : CPAE1922754J

Instruction du 24 juillet 2019

CONVENTION DE DELEGATION DE GESTION RELATIVE A L'EXPERIMENTATION
D'UNE MUTUALISATION DES OPERATIONS ENTRE LE CENTRE DE PRESTATIONS FINANCIERES
DU SECRETARIAT GENERAL ET LE SERVICE FACTURIER DU SERVICE DE CONTROLE BUDGETAIRE
ET COMPTABLE MINISTERIEL DES MINISTERES ECONOMIQUES ET FINANCIERS
(OPERATIONS DU SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL - SEP2) ET SON AVENANT N° 1

Bureau CE-2A

RÉSUMÉ

La présente instruction a pour objet de diffuser la convention de délégation de gestion signée le 24 décembre 2018 entre le service de l'environnement professionnel - SEP2 et le service de contrôle budgétaire et comptable ministériel des ministères économiques et financiers et son avenant n° 1 signé le 11 juillet 2019.

Date d'application : 16/09/2019

DOCUMENTS À ABROGER

Instruction BOFIP-GCP-18-0049 du 31/12/2018 (NOR CPAE1835706J)

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	3
Annexes.....	4
Annexe n° 1 : Convention de délégation de gestion du 24 décembre 2018 relative à l'expérimentation d'une mutualisation des opérations entre le centre de prestations financières du secrétariat général et le service facturier du service de contrôle budgétaire et comptable ministériel des ministères économiques et financiers (opérations du service de l'environnement professionnel - SEP2).....	4
Annexe n° 2 : Avenant n° 1 à la convention de délégation de gestion du 24 décembre 2018 relative à l'expérimentation d'une mutualisation des opérations entre le centre de prestations financières du secrétariat général et le service facturier du service de contrôle budgétaire et comptable ministériel des ministères économiques et financiers (opérations du service de l'environnement professionnel - SEP2).....	8

INTRODUCTION

Vous trouverez ci-après la convention de délégation de gestion du 24 décembre 2018 relative à l'expérimentation d'une mutualisation des opérations entre le centre de prestations financières du secrétariat général et le service facturier du service de contrôle budgétaire et comptable ministériel des ministères économiques et financiers (opérations du service de l'environnement professionnel - SEP2) ainsi que son avenant n° 1 signé le 11 juillet 2019.

L'ADMINISTRATEUR CIVIL HORS CLASSE,
CHEF DU SERVICE COMPTABLE DE L'ETAT

OLIVIER TOUVENIN

Annexes

Annexe n° 1 : Convention de délégation de gestion du 24 décembre 2018 relative à l'expérimentation d'une mutualisation des opérations entre le centre de prestations financières du secrétariat général et le service facturier du service de contrôle budgétaire et comptable ministériel des ministères économiques et financiers (opérations du service de l'environnement professionnel - SEP2).

CONVENTION DE DELEGATION DE GESTION

relative à l'expérimentation d'une mutualisation des opérations entre le centre de prestations financières du secrétariat général et le service facturier du service de contrôle budgétaire et comptable ministériel des ministères économiques et financiers

La présente délégation est conclue en application :

- du décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 modifié relatif à la délégation de gestion dans les services de l'État ;
- du décret n° 2018-803 du 24 septembre 2018 modifiant le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et autorisant diverses expérimentations (article 37) ;
- de l'arrêté du 21 décembre 2018 portant création, à titre expérimental, d'un centre de gestion financière placé sous l'autorité du chef du service de contrôle budgétaire et comptable ministériel des ministères économiques et financiers.

Entre le service de l'environnement professionnel, sous-direction du cadre de vie SEP2, représenté par M. Alexandre Moreau, sous-directeur du cadre de vie, désigné sous le terme de "**délégrant**", d'une part,

Et

Le service de contrôle budgétaire et comptable ministériel des ministères économiques et financiers, représenté par Mme Christine Buhl, contrôleur budgétaire et comptable ministériel, désignée sous le terme de "**délégataire**", d'autre part.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la délégation

En application du décret du 14 octobre 2004 susvisé et dans le cadre de sa délégation d'ordonnancement principal, le délégrant confie au délégataire, en son nom et pour son compte, dans les conditions ci-après précisées, l'exécution d'opérations d'ordonnancement des dépenses relevant des unités opérationnelles mentionnées en annexe.

Le délégrant assure le pilotage des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) et n'est pas dérogé de sa responsabilité sur les actes dont il a confié la réalisation au délégataire.

Article 2 : Prestations accomplies par le délégataire

Le délégataire est chargé de l'exécution des décisions du délégant, s'agissant des actes énumérés ci-après.

1. Le délégataire assure, pour le compte et sur demande formalisée du délégant, le traitement des actes suivants :

- a) Il saisit et valide les engagements juridiques ;
- b) Il notifie aux fournisseurs les bons de commande validés dans Chorus ;
- c) Il saisit la date de notification des actes ;
- d) Il réalise, lorsqu'il y a lieu, la saisine du contrôleur budgétaire selon les seuils prévus ;
- e) Le cas échéant, il enregistre la certification du service fait sur demande formalisée du service prescripteur ;
- f) Il instruit, saisit et valide les demandes de paiement ;
- g) Il réalise, en liaison avec le service prescripteur, les travaux de fin de gestion et saisit notamment dans Chorus les opérations d'inventaire validées au sein des services par le responsable d'inventaire ;
- h) Il tient la comptabilité auxiliaire des immobilisations ;
- i) Il participe au dispositif de contrôle interne budgétaire et comptable du service prescripteur ;
- j) Il réalise l'archivage des pièces qui lui incombent.

2. Le délégant reste chargé des décisions de dépenses, de la constatation et de la certification du service fait, du pilotage de ses crédits et de l'archivage des pièces qui lui incombent.

Article 3 : Obligations du délégataire

Le délégataire exécute la délégation dans les conditions et les limites fixées par le présent document et acceptées par lui.

Le délégataire s'engage à assurer les prestations qui relèvent de ses attributions, à maintenir les moyens nécessaires à la bonne exécution des prestations, à assurer la qualité des informations budgétaires et comptables enregistrées dans Chorus et à rendre compte de son activité.

Article 4 : Obligations du délégant

Le délégant s'engage à fournir, en temps utile, tous les éléments d'information dont le délégataire a besoin pour l'exercice de sa mission.

Article 5 : Exécution de la délégation

Le chef du service délégataire est autorisé à subdéléguer à ses subordonnés l'exécution des actes mentionnés au 1 de l'article 2.

Article 6 : Modification du document

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente délégation, définie d'un commun accord entre les parties, fait l'objet d'un avenant.

Article 7 : Durée, reconduction et résiliation du document

Le présent document prend effet lors de sa signature par l'ensemble des parties concernées. Il est établi pour l'année 2019 et reconduit tacitement, d'année en année, dans la limite de quatre années.

Il peut être mis fin à tout moment à la délégation de gestion, sur l'initiative d'une des parties signataires, sous réserve du respect d'un préavis de trois mois. La dénonciation de la délégation de gestion doit prendre la forme d'une notification écrite.

Ce document fera l'objet d'une publication.

Fait à Paris, Le 24 décembre 2018

LE DÉLÉGANTE

LE DÉLÉGATAIRE

SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL
LE SOUS-DIRECTEUR DU CADRE DE VIE

SERVICE DE CONTRÔLE BUDGÉTAIRE ET
COMPTABLE MINISTÉRIEL
DES MINISTÈRES ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS
LE CONTRÔLEUR BUDGÉTAIRE ET COMPTABLE
MINISTÉRIEL

ALEXANDRE MOREAU

CHRISTINE BUHL

ANNEXE : UNITES OPERATIONNELLES

0218-CENV-C003

0218-CCT2-C009

0218-CEMA-C027

0218-CEMA-C023

0218-CEMA-C026

0218-CDRH-C009

Annexe n° 2 : Avenant n° 1 à la convention de délégation de gestion du 24 décembre 2018 relative à l'expérimentation d'une mutualisation des opérations entre le centre de prestations financières du secrétariat général et le service facturier du service de contrôle budgétaire et comptable ministériel des ministères économiques et financiers (opérations du service de l'environnement professionnel - SEP2).

Avenant n° 1

à la convention de délégation de gestion du 24 décembre 2018

relative à l'expérimentation d'une mutualisation des opérations entre le centre de prestations financières du secrétariat général et le service facturier du service de contrôle budgétaire et comptable ministériel des ministères économiques et financiers (opérations du service de l'environnement professionnel - SEP2)

Entre le service de l'environnement professionnel, sous-direction du cadre de vie SEP2, représenté par M. Alexandre Moreau, sous-directeur, désigné sous le terme de "délégrant", d'une part,

Et

Le service de contrôle budgétaire et comptable ministériel des ministères économiques et financiers, représenté par Mme Christine Buhl, contrôleur budgétaire et comptable ministériel, désignée sous le terme de "délégataire", d'autre part.

Il est convenu ce qui suit :

En application de son article 6, la convention de délégation de gestion du 24 décembre 2018 relative à l'expérimentation d'une mutualisation des opérations entre le centre de prestations financières du secrétariat général et le service facturier du service de contrôle budgétaire et comptable ministériel des ministères économiques et financiers (opérations du service de l'environnement professionnel - SEP2) est modifiée comme suit :

L'annexe de la convention est remplacée par l'annexe ci-jointe.

Le présent avenant prend effet le 16 septembre 2019 et fera l'objet d'une publication.

Fait à Paris, Le 11 juillet 2019

LE DÉLÉGANT

LE DÉLÉGATAIRE

SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL
LE SOUS-DIRECTEUR DU CADRE DE VIE

SERVICE DE CONTRÔLE BUDGÉTAIRE ET
COMPTABLE MINISTÉRIEL
DES MINISTÈRES ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS
LE CONTRÔLEUR BUDGÉTAIRE ET COMPTABLE
MINISTÉRIEL

ALEXANDRE MOREAU

CHRISTINE BUHL

ANNEXE : UNITES OPERATIONNELLES

0218-CENV-C003

0218-CCT2-C009

0218-CEMA-C027

0218-CEMA-C023

0218-CEMA-C026

0218-CDRH-C009

0218-CENV-C002

0723-CFIB-C002

0156-CFIP-C014

BOFiP

Direction générale des Finances publiques

Directeur de publication : Jérôme FOURNEL

ISSN 2265-3694